

bien des cas; le ministère des Affaires des anciens combattants, peut-être. Et il n'y aurait aucun inconvénient à ce que, dans ces ministères considérables, il y ait des ministres associés comme il y en a déjà.

On pourrait aussi avoir un autre groupe de ministères qui pourraient s'occuper des questions de l'intérieur, questions purement administratives, disons, par exemple, les postes, la santé nationale et le bien-être social, les transports, le travail, les travaux publics.

On pourrait peut-être y ajouter ici un ministère spécial. On en a parlé cet après-midi, le ministère des Affaires fédérales-provinciales. Ces relations posent des problèmes criants, des problèmes qu'on a à résoudre ici tous les jours, et il y aurait avantage à le confier à un ministère ou un ministre en particulier.

Vous comprenez l'idée que je veux faire valoir. C'est qu'on devrait grouper tous ces ministères avec un souci d'homogénéité et les confier à un assistant du premier ministre qui pourrait s'appeler un ministre senior.

Cela donnerait au premier ministre et même à chacun des ministres, beaucoup plus de temps pour vivre d'abord. Ils ont le droit de vivre comme tout le monde, souffler un peu, aller se coucher le soir et de temps en temps aller voir leur famille le samedi et le dimanche. Cela serait déjà quelque chose. Autrement, on va les brûler trop vite, nos ministres. Il est à présumer que si on leur permet de mener une vie normale, ils auront peut-être aussi plus de temps pour réfléchir à des politiques générales, à une planification générale dans leur ministère. Ils auront peut-être plus de temps pour aller eux-mêmes dans leur ministère rencontrer leurs adjoints et même ceux qui travaillent au troisième, quatrième ou cinquième échelon pour assurer une meilleure administration.

● (7.40 p.m.)

Ils auront peut-être, le premier ministre, les ministres seniors et chacun des ministres aussi, plus de temps pour recevoir les visiteurs. Nous vivons à l'époque d'un système démocratique et, monsieur le président, je voudrais illustrer ce point particulier que je soulève.

Il est arrivé, en fin de semaine, dans mon comté, un événement que je considère plus important que les événements ordinaires. Il y avait là un congrès des Chevaliers de Colomb de la province de Québec. Alors, les Chevaliers de Colomb ont invité l'honorable premier ministre à venir les rencontrer. Tout le monde a compris que le premier ministre ne peut pas se permettre cela dans les conditions actuelles.

Or, si je comprends bien, le premier ministre a délégué un de ses ministres pour aller les

rencontrer. Il est arrivé que le ministre en question n'a pas pu y aller. Il s'est excusé et les Chevaliers de Colomb de la province de Québec, qui représentent un organisme de première importance, qui groupent probablement l'élite de tous les coins de la province, ont eu comme représentant du gouvernement un député charmant qui a parfaitement bien fait cela, d'ailleurs, et je ne voudrais pas que mes remarques semblent vouloir le discréditer. Il a fait cela merveilleusement bien, et j'ai le plaisir de le féliciter de la façon digne et éloquente avec laquelle il s'est acquitté de sa mission.

Mais les Chevaliers de Colomb s'attendaient à rencontrer un ministre. Ils étaient déjà déçus de ne pouvoir avoir le premier ministre. Ils n'en ont pas rencontré. Donc ils sont retournés frustrés à la maison. Un ministre, c'est un peu leur propriété, et ils éprouvent non seulement un plaisir à le rencontrer mais ils ont l'occasion de l'entendre expliquer les politiques du gouvernement.

Dans le contexte actuel, monsieur le président, dans l'organisation actuelle, on sait que les ministres ne peuvent pas toujours se permettre ces choses-là. Ils sont débordés d'ouvrage. Quand j'ai cité ce cas-là, monsieur le président—et je voyais que vous vouliez me rappeler à l'ordre—c'était pour illustrer ce que j'essaie de démontrer.

Pour plus d'efficacité dans le gouvernement, il faudrait établir des cadres selon lesquels le fardeau du premier ministre soit allégé. On pourrait lui donner des assistants pour partager ses responsabilités. Il faudrait aussi permettre à chacun des ministres de se dégager afin de se concentrer plus particulièrement dans sa propre sphère.

Monsieur le président, j'ai lu ces jours derniers le résultat de l'enquête que le gouvernement avait fait faire à un moment donné sur la façon de réorganiser le gouvernement afin qu'il soit plus efficace. J'ai été surpris qu'on n'ait pas insisté plus sur cette réorganisation du cabinet.

Je réitère ce que j'ai dit tantôt: je crois que l'opinion publique, en ces circonstances, est convaincue que notre système de gouvernement est désuet, qu'on administre encore selon un système qui date de l'époque où l'on se promenait à pied, à cheval et en charrette à bœuf, et ce alors qu'à l'heure actuelle on se déplace par avion, à 1,000 milles à l'heure, et peut-être plus, et qu'on a le télégraphe et toutes sortes de moyens de communication. Or, je dis que nécessairement notre façon d'administrer devrait être beaucoup plus expéditive qu'elle l'était il y a 100 ans, quand la Confédération s'est formée, ou qu'elle l'était il y a quelques siècles quand ce Parlement, tel que nous le connaissons, a pris naissance en Angleterre.